

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

26 mai 2008

MODERNISATION DE L'ÉCONOMIE - (n° 842)

Commission	
Gouvernement	

**AMENDEMENT**

N° 1374

présenté par  
M. Sauvadet, M. de Courson, M. Vigier, M. Perruchot, M. Dionis du Séjour  
et les membres du groupe Nouveau centre

-----  
**ARTICLE 3**

Compléter cet article par les deux alinéas suivants :

« V. – L'article 2 de la loi n° 94-126 du 11 février 1994 relative à l'initiative et à l'entreprise individuelle, est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Cet organisme, l'interlocuteur unique des administrations, est saisi par celles ci préalablement à toute demande d'information aux entreprises. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Il est nécessaire de simplifier les contraintes imposées aux entreprises en optimisant les missions des CFE et d'accroître leur rôle.

Non seulement toutes les formalités exigées des entreprises doivent être effectuées par le CFE, mais il doit en outre être le seul interlocuteur des administrations vis-à-vis des entreprises.

Cet amendement propose que les administrations recueillent préalablement et prioritairement les informations dont elles ont besoin auprès du CFE et non auprès des entreprises.